



REVENUS AGRICOLES 2014

Une instabilité croissante qui cache une stagnation des revenus depuis les années 2000

INDICATEURS-CLÉS DU TRIMESTRE

Indice des prix des produits alimentaires

- ↗ production agricole : + 1,8 %
- ↗ production agroalimentaire : + 0,3 %
- ↘ IPAMPA* : -1,1 %
- ↘ consommation alimentaire : - 0,8 %

*Indice des Prix d'Achat des Moyens de Production Agricole (mai 2015 - juillet 2015)

Commerce extérieur agricole et agroalimentaire

- ↗ solde commercial français : + 2 583 M€
- ↗ solde commercial NPdC : + 220 M€
(2^{ème} trimestre 2015)

↘ Cours du baril de pétrole Brent : 48,3 \$
- 26,5 % sur un trimestre (14/09/2015)

↗ Cotation Euro-Dollar : 1 € = 1,13 \$
+ 0,2 % sur un trimestre (14/09/2015)

→ Croissance du PIB : + 0,0 %
(2^{ème} trimestre 2015)

↘ Déficit budgétaire : - 21 Md€,
- 3,9% du PIB
(2^{ème} trimestre 2015)

↗ Dette publique : 2 089 Md€
97,5 % du PIB
(1^{er} trimestre 2015)

La Commission nationale des comptes de l'agriculture a publié début juillet les indicateurs de revenus agricoles de 2014. Si les chiffres montrent une hausse sur la dernière année, la tendance est à la stabilité sur le moyen et le long terme.

Une hausse à court terme dans un contexte instable de l'économie agricole française

Les chiffres du revenu agricole ont augmenté en France en 2014 (+ 7,6 % selon le Ministère ; + 10,5 % selon l'Insee). Mais cette hausse survient après une année 2013 catastrophique et ne compense donc pas la perte de 30 % enregistrée cette année-là.

Depuis 2005, les variations annuelles du revenu agricole connaissent des amplitudes relativement fortes. L'instabilité semble s'être installée durablement dans l'économie agricole française. Si cette instabilité touchait auparavant certains secteurs en particulier, elle concerne aujourd'hui la quasi-totalité des branches agricoles, avec en première ligne les grandes cultures et la filière porcine.

Une très faible variation des revenus depuis 2000

La volatilité de l'économie agricole française cache en réalité une tendance à la stabilité des

revenus sur les 15 dernières années, voire un repli pour certaines productions. Le revenu est inférieur de 40 % par rapport au niveau de 2000 pour les céréales et oléoprotéagineux ou encore, d'un tiers pour la viande porcine.

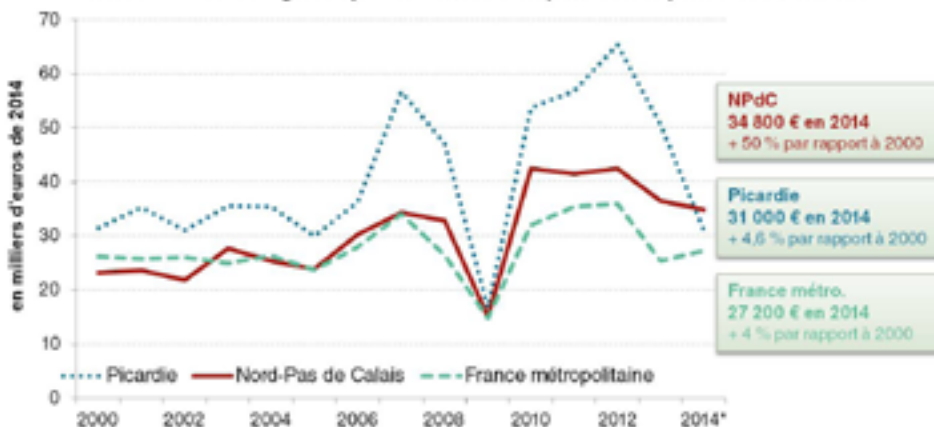
En Nord-Pas de Calais : une baisse de court terme dans une tendance haussière depuis 2000

En région, le revenu moyen par actif non salarié s'établit à 34 800 € en 2014, supérieur à la moyenne nationale (27 200 €), soit le 3ème rang régional derrière la Champagne-Ardenne et l'Ile-de-France. Toutefois, comme dans toutes les régions de grandes cultures, il n'a pas connu l'amélioration de 2014. Mais notre région s'en sort « mieux » grâce à la diversité de ses productions, qui lui permet une meilleure absorption des chocs conjoncturels. La Picardie, davantage spécialisée en céréales et cultures industrielles, a connu notamment une chute de près de 40 % de son revenu agricole. Par ailleurs, la tendance Nord-Pas de Calais reste à la hausse depuis les années 2000, comparativement au niveau national.

Cependant, derrière ce chiffre du revenu régional, il existe des réalités bien différentes selon les productions, d'autant que cette diversité qui fait la force de l'agriculture régionale tend à diminuer avec un repli continu des productions animales et une contribution de plus en plus faible au chiffre d'affaires régional sur les 25 dernières années. (cf. article page 2 « Tendances de l'élevage »)

34 800 € de revenu par actif non salarié en Nord-Pas de Calais en 2014 + 11 600 € par rapport à 2000

Évolution du revenu agricole par actif non salarié (RCAL/UTANS) en euros constants



L'ÉLEVAGE EN NORD-PAS DE CALAIS

50 % du chiffre d'affaires régional dans les années 1980 ; 34 % aujourd'hui.
Pourquoi ?

Force est de constater que depuis les années 1980⁽¹⁾, la part des productions animales dans le chiffre d'affaires agricole régional ne cesse de reculer. Devant ces chiffres, deux interprétations sont possibles. La valeur de la production animale s'inscrit dans une tendance de hausse mais elle augmente moins vite que celui des productions végétales. Ou au contraire, la baisse de sa contribution au chiffre d'affaires régional confirme un réel repli des productions issues de l'élevage en région. La 2^{ème} option, plus pessimiste, s'avère malheureusement être le reflet des tendances observées depuis 25 ans en Nord-Pas de Calais.

Un chiffre d'affaires des productions animales en stagnation sur les 25 dernières années

En 2013, la production générée par les productions animales en Nord-Pas de Calais s'élève en valeur à 1 Md€⁽²⁾, soit 34 % du chiffre d'affaires agricole régional. Un niveau équivalent à celui de 1990 et une part dans le total régional en constante diminution. En effet, à l'exception de quelques fluctuations et d'une reprise sur les 3 dernières années grâce à des prix globalement plus favorables, le chiffre d'affaires de l'élevage enregistre une baisse quasi continue depuis 25 ans. Pour les productions

végétales, c'est l'inverse que l'on observe : elles pèsent chaque année davantage dans la production régionale grâce à une croissance importante.

Une production laitière jusque là encadrée, une tendance à la baisse renforcée à l'avenir ?

Une première explication à ce constat tient à la réglementation ou non des marchés. Les marchés des productions végétales sont totalement libres, et donc plus fluctuants. Et dans le cas d'une baisse des prix, une augmentation de volume permet de compenser la perte de valeur. Un mécanisme qui n'a pas pu être appliqué pour la filière laitière dont la production a été encadrée par les quotas jusqu'à cette année. Les volumes ont donc très peu varié, autour d'une moyenne à 1,32 milliard de litres annuels. Et plus globalement, le chiffre d'affaires du lait en région a été stable depuis 1990 avec une tendance tout de même légèrement à la baisse.

Toutefois, la suppression des quotas laitiers au printemps 2015 marque sans aucun doute une rupture majeure. Et l'évolution constatée des prix du lait à la baisse depuis un an (-12 %) semble le montrer et laisse supposer que la filière laitière pourrait suivre la même tendance que les autres productions animales :

Un effet prix prépondérant dans l'évolution du chiffre d'affaires animal



Source : Agreste – Comptes de l'agriculture Base 2000, traitement Chambre d'Agriculture NPDC

une baisse des prix importante entraînant un repli de la valeur de la production.

Filière viandes : un effet volume conjugué à un effet prix encore plus important

Une 2^{ème} explication tient à la tendance de repli quasi-continu de la valeur de la production de viandes en région sur les 25 dernières années. La reprise sur les 3 dernières années des prix et donc de la valeur, plus spécifiquement en viande bovine, masque une tendance lourde observée depuis 25 ans : les filières viandes sont confrontées à une baisse de la production à laquelle s'ajoute une baisse des prix encore plus significative et quasi-continue. En résulte une valeur de production diminuée d'un tiers pour la viande bovine et presque de moitié pour la viande porcine sur la période 1990-2010. Malgré un sursaut sur 2011-2013, la chute des prix du porc depuis un an vient renforcer la tendance et montre une nouvelle fois que l'effet prix influe davantage que l'effet volume.

Vers un plus grand déséquilibre de la structure des productions

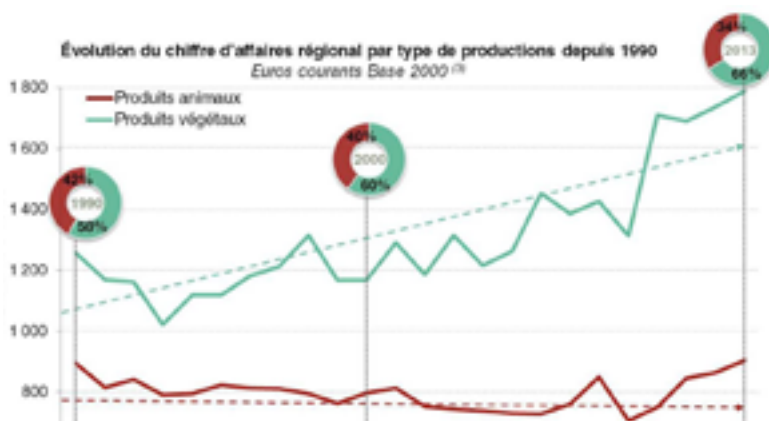
Comparativement aux autres régions, les variations du chiffre d'affaires agricole sont moins importantes du fait d'une grande diversité de

productions en Nord-Pas de Calais.

La région est ainsi moins dépendante d'une ou quelques productions et donc moins sensible aux effets de la conjoncture que certaines régions plus spécialisées peuvent l'être. Toutefois, l'effet bénéfique de cette diversité tend à diminuer avec le repli des productions animales dans le total régional, d'une part.

Et d'autre part, dans quelques mois, le Nord-Pas de Calais fusionnera avec la Picardie, région bien plus spécialisée en productions végétales et notamment en céréales et cultures industrielles. Les productions animales ne représenteront que 28 % du chiffre d'affaires agricole. Ainsi, les effets conjoncturels et structurels que connaissent les filières animales auront moins d'impacts visibles sur l'ensemble de l'agriculture et sa conjoncture, alors qu'ils sont très présents et problématiques pour nombre d'exploitations.

Des productions animales de moins en moins importantes en région



Source : Agreste – Comptes de l'agriculture, traitement Chambre d'Agriculture NPDC

⁽¹⁾ Concernant les données statistiques de long terme, il y a eu entre 1980 et 1990 une rupture de série, qui ne permet pas d'établir une représentation graphique continue sur cette période. C'est pourquoi les illustrations graphiques débutent en 1990.

⁽²⁾ En euros courants Base 2010

⁽³⁾ Pour une représentation graphique complète depuis 1990, les données sont exprimées en Base 2000.

MOISSONS 2015

Des résultats très satisfaisants voire exceptionnels

Selon les premiers résultats de la campagne céréalière, la récolte 2015 est abondante et de qualité, atteignant même des records dans de nombreuses régions, et particulièrement en Nord-Pas de Calais.

Une récolte française de blé exceptionnelle qui nécessitera de trouver de nouveaux débouchés

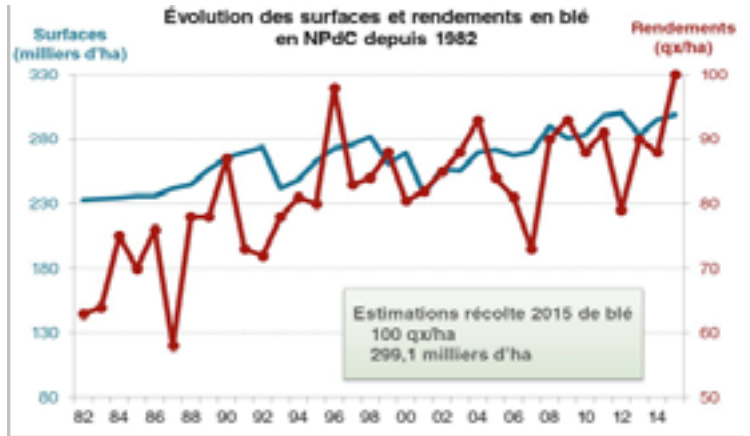
La production française de blé dépasserait cette année les 40 Mt, sous l'effet conjugué d'une hausse des surfaces à 5,2 Mha (+ 3 % par rapport à 2014) et de rendements élevés (78,3 q/ha), niveau très supérieur à la moyenne quinquennale (72,6 q/ha). Les températures élevées de fin juin-début juillet n'ont finalement eu qu'un impact limité du fait de l'état d'avancement des cultures. Toutefois, face à cette récolte abon-

dante et de qualité, la France devra booster ses exportations. Cet objectif passera notamment par la reconquête de certains marchés historiques, comme l'Algérie, mais aussi par le développement des expéditions vers de nouveaux pays, comme l'Iran et l'Arabie Saoudite.

En Nord-Pas de Calais : des rendements records depuis les années 1980 et une bonne qualité du grain

Les conditions ont été excellentes tout au long du cycle. Le rendement régional moyen est proche des 100 q/ha, à la fois pour les blés et les orges d'hiver, bien supérieur à la moyenne nationale. Les niveaux de rendements sont donc comparables voire meilleurs qu'en 1996 où le record des 98 q/ha pour le blé avait été enregistré. Quant

Surfaces et rendements en blé 2015 : des records égalés et dépassés



Sources : Agreste ; Chambre d'agriculture Nord-Pas de Calais

aux surfaces, elles avoisinent les 300 000 ha comme en 2012. Par ailleurs, les très bonnes conditions de la récolte permettent des poids spécifiques excellents (en

moyenne autour de 80 kg/hl pour le blé). Le taux de protéine s'établit à 10,8-10,9 %, des niveaux corrects compte tenu des rendements exceptionnels.

BAISSE DES PRIX DES MATIÈRES PREMIÈRES - Une situation exceptionnelle ou un simple changement de cycle économique ?

Malgré une situation économique en globale amélioration au niveau mondial, l'indice des prix des matières premières continue de suivre sa tendance baissière. Nombre de spécialistes imputent cette baisse à un effet de structure et de cycles économiques. Pour les produits agricoles, d'autres facteurs entrent également en compte.

Une baisse des prix qui suit une longue période de cours élevés pour toute les matières premières.

Globalement, la chute des prix actuels est moins liée à la baisse de la demande chinoise, raison souvent avancée, qu'à l'augmentation significative des productions pratiquement pour tous les produits. En effet, nous sortons d'une longue période de cours élevés (environ 10 ans) qui a incité les producteurs à développer leurs investissements, aboutissant à une hausse de productivité et de production. Aujourd'hui, les productions de matières premières se sont accrues considérablement, au moment-même où la demande

chinoise ne croît plus à la même vitesse. De nombreux marchés sont donc passés d'une situation déficitaire à une situation excédentaire. Un phénomène, en somme, relativement classique en économie, de passage d'un cycle d'investissement à un autre.

S'y ajoutent des tensions d'ordre géopolitique comme dans le cas du pétrole avec le revirement de l'Arabie Saoudite ou encore avec l'embargo russe pour les produits agricoles. Il s'agira finalement de savoir si cela ne sera qu'un ajustement passager ou si, du fait d'une aggravation de la crise chinoise, la situation pourra être bien plus sérieuse.

Une baisse qui n'épargne pas les prix agricoles

Les prix agricoles enregistrent leur niveau le plus bas depuis plus de 6 ans. Selon les prévisions de l'OCDE et de la FAO, les prix réels devraient diminuer au cours des dix prochaines années, par rapport à leurs niveaux de 2014 mais rester supérieurs à leurs niveaux

d'avant 2007.

Si le prix bas du pétrole peut tirer à la baisse les prix agricoles, son impact peut être limité par d'autres facteurs comme les rendements, les conditions climatiques, les politiques appliquées... De plus, les consommations liées à l'énergie ne pèsent pour un tiers des coûts de production agricole (carburants, engrais, pesticides) et dépendent davantage du cours du gaz que celui du pétrole. Par ailleurs, la baisse du prix du pétrole

ne soutient pas autant que souhaité le pouvoir d'achat, car elle est davantage un signal de baisse de régime économique.

La tendance baissière tiendrait principalement à une augmentation de la production tirée par la demande croissante des pays émergents. Cette hausse de production conjuguée à une baisse de prix sera particulièrement marquée pour les produits végétaux du fait d'un prix bas du pétrole et de stocks au plus haut.

Une tendance à la baisse des prix agricoles à l'horizon 2024



Source : OCDE-FAO Perspectives agricoles 2015-2024, traitement Chambre d'agriculture NPdC

Conjoncture régionale

Une conjoncture économique régionale mitigée selon les secteurs. Après un mois de juin dynamique, la production industrielle régionale enregistre une nouvelle baisse en juillet, mais les industriels anticipent une augmentation de la production. La situation dans les services est plus encourageante avec un taux d'activité en hausse grâce à une demande dynamique.

Des prévisions d'emploi positives et des projets de recrutements en hausse en NPDC. D'après une enquête de la CCI de région, les entreprises ont rendu publics plus de 7 000 projets de recrutements au 1^{er} semestre 2015, auxquelles s'ajoutent des prévisions de recrutement positives pour les prochains mois.

Conjoncture nationale et mondiale

Croissance zéro au 2^{ème} trimestre 2015 en France selon l'Insee. La principale cause reste le manque de dynamisme de la consommation des ménages et de l'investissement des entreprises. Mais le gouvernement reste confiant sur son objectif de croissance de 1 % pour 2015, la croissance du début d'année ayant été un peu plus vive qu'annoncée initialement.

Ralentissement économique chinois : des inquiétudes pour l'économie mondiale et plus spécifiquement pour le marché laitier. Après 6 mois de baisse consécutive, l'activité industrielle est au plus bas depuis 3 ans. La demande chinoise est également en recul, notamment concernant les produits laitiers. La Chine achète environ 10 % de la production laitière mondiale et contribuait ces dernières années à soutenir les cours mondiaux. Or, actuellement elle concourt, du fait du ralentissement de son économie, à la baisse des prix mondiaux.

Filières

Lait et Fruits et Légumes : la Commission prolonge les aides. Les mesures d'intervention publique et de stockage du beurre et du lait écrémé en poudre seront prolongées du 01.01.2015 au 29.02.2016. Pour les fruits et légumes, la date est repoussée au 30.06.2016.

Crise de l'élevage : un plan d'urgence de

Bruxelles de 500 M€ mais pas de relèvement du prix d'intervention. Ce plan sera financé par 'un fonds abondé par les amendes pour dépassement des quotas laitiers en 2014. Malgré la demande de la France, le « prix d'intervention » pour le lait (prix fixé par la Commission auquel les États de l'Union peuvent racheter le lait aux exploitants, quand ces derniers sont dans une situation très difficile) ne sera pas relevé. Ce dernier est actuellement fixé à 210 € la tonne.

Filières viandes : une consommation mondiale toujours plus forte durant les 10 prochaines années. En 50 ans, la consommation mondiale de produits carnés a presque doublé et elle devrait continuer sur sa lancée dans les années à venir selon les prévisions. Toutefois, cette progression sera seulement le seul fait des pays émergents, la demande des pays développés se tassant depuis déjà plusieurs années.

Agroalimentaire

Reprise de Doux par Terrena, accompagné de Sofiprotéol, avant fin 2015. Le nouvel ensemble se classerait parmi les cinq premiers volaillers européens

Energie et environnement

Livret d'épargne Troisième Révolution Industrielle (TRI) en NPDC : près de 8 M€ collectés et plus de 900 livrets ouverts en 9 mois. Lancé en janvier 2015, le dispositif séduit les épargnants, l'objectif étant d'atteindre les 10 M€ à la fin 2015. La démarche TRI régionale est de plus en plus citée en exemple puisque la députée européenne Corinne Lepage a remis un rapport en juin au Ministère de l'environnement proposant sa généralisation à toutes les régions.

La loi sur la transition énergétique validée à quelques mois de la conférence sur le climat (COP21) à Paris. Entre autres, elle fixe des objectifs de réduction de la part du nucléaire dans la production d'électricité, de la consommation énergétique finale, de la consommation des énergies fossiles et des émissions de gaz à effet de serre, et le principe d'une augmentation progressive du prix du carbone. Par ailleurs, plus emblématique, l'article qui prévoyait le don obligatoire des invendus alimentaires aux associations a été censuré par le Conseil Constitutionnel.

Ressources naturelles : la planète vit à crédit depuis août. Eau, terres arables, combustibles... depuis le 13 août 2015, toute ressource naturelle consommée dépasse la capacité de renouvellement de la planète.

Une molécule pour réduire de 30 % les émissions de méthane chez les vaches. Selon une équipe internationale de scientifiques, un complément alimentaire, inhibant la synthèse de méthane et donc son émission dans l'appareil digestif de la vache permettrait de diminuer de 30 % les gaz à effet de serre.

Transport et logistique

Records historiques à Nord Céréales : la barre des 3 Mt de céréales exportées a été franchie. Situé au cœur de l'espace industriel du grand port maritime de Dunkerque, le site bénéficie d'une superficie de 13,5 ha et d'une capacité de stockage de 330 000 t.

Port de Dunkerque : plus de 3,7 Md€ et près de 5 500 emplois directs en 2013. Le port a vu progresser sa valeur ajoutée de 0,4 % et son emploi direct de 0,6 %. L'emploi indirect (18.500 postes) lui a reculé de 3,7 % du fait d'une activité industrielle qui a tourné au ralenti (sidérurgie et pétrochimie notamment).

Le transport maritime, nettement plus polluant que le transport routier. Selon une étude allemande, 60 000 décès par an en Europe sont dus aux émissions maritimes, avec un coût estimé à 58 Md€ annuels. Les carburants maritimes ont une teneur en soufre plus de 3 000 fois supérieure à celle des carburants utilisés par les voitures et les camions. De plus, le fioul lourd utilisé par les bateaux n'est pas taxé, contrairement aux carburants utilisés sur la route.

ENSEIGNEMENT AGRICOLE

460 000 élèves ont fait leur rentrée cette année. 2nd système éducatif français, l'enseignement agricole dispose d'un budget de 1,3 Md€ et de 813 établissements (dont 3/4 relèvent du privé). Il se caractérise par un taux de réussite aux examens de 85 % en 2015 et un excellent taux d'insertion professionnelle (87 % pour les détenteurs d'un baccalauréat professionnel et 89 % pour ceux d'un BTS agricole).

